



**Le Petit Journal**  
Vendredi 23 octobre 2009

Brigitte Barèges communique :

**Assemblée générale annuelle  
de la Fédération Régionale des Travaux  
Publics de Midi-Pyrénées du 20 octobre**

## Le Petit Journal

Vendredi 23 octobre 2009

**L'un des deux sujets traités : « comment les travaux publics rebondissent-ils face à la crise ? »** réunissait sur la tribune outre les responsables régionaux et nationaux de la Fédération des Travaux Publics, le Préfet de Région Dominique Bur, le Président du Conseil Régional Martin Malvy, la Député-Maire de Montauban Brigitte Barèges, le Président du Conseil Général du Gers Philippe Martin.

En effet, il était question essentiellement de l'impact du plan de relance initié par le Gouvernement pour faire face à la crise économique et maintenir l'emploi notamment dans les travaux publics.

Il faut rappeler à ce titre que la Région Midi-Pyrénées a bénéficié au total toutes mesures confondues de 930 M d'euros parmi lesquelles notamment le fond de compensation FCTVA qui s'est élevé à 221,3 M d'euros. Ce fonds de compensation versé en avance aux collectivités locales qui avaient bien voulu conventionner avec l'Etat devait permettre de générer pour la seule année 2009 plus de 1 milliard 173 M d'euros de travaux.

Or, les professionnels, devaient manifester lors de cette table ronde leur inquiétude (après avoir beaucoup espéré des 10 000 projets qu'ils avaient eux-mêmes recensés dans l'ensemble de la Région) sur l'avancée des travaux qui, il faut le rappeler, devaient être réalisés ou du moins commencés avant la fin de l'année 2009.

Le Préfet de Région, Dominique Bur rappelait quant à lui que l'Etat avait été sur ce point exemplaire, tant en ce qui concerne les travaux dont il était lui-même maître d'ouvrage qu'en ce qui concerne les délais de paiement, puisque l'Etat désormais verse 20 % d'acompte dès le démarrage du chantier et règle en moins de 30 jours les factures présentées.

Il semble par contre que les collectivités locales aient inégalement respecté leurs engagements après les effets d'annonce que l'on sait. Par exemple, pour la Région Midi-Pyrénées, il faut rappeler que le Conseil Régional a perçu au titre de cette convention FCTVA 66 M d'euros de l'Etat d'avance et qu'à ce jour, il semble que les 810 M d'euros affichés n'aient pas encore démarré.

Campagne électorale oblige, les deux élus socialistes ont largement développé leur inquiétude face à la réforme des collectivités territoriales et à la suppression de la taxe professionnelle expliquant que cette inquiétude était certainement responsable du défaut d'avancement des travaux.

Brigitte Barèges faisait observer qu'on n'était pas devant une assemblée de Maires, mais de chefs d'entreprise et que ces derniers devaient se réjouir au contraire de la suppression de la taxe professionnelle pour l'année 2010 et qu'en ce qui concerne la Communauté d'Agglomération de Montauban, qui elle-même a signé cette convention, les travaux engagés 29 M d'euros étaient réalisés à ce jour à 95 %.

Brigitte Barèges rappelait également qu'en matière de gestion publique, il convient de ne pas s'enfermer dans une idéologie et que la réduction de la dépense publique est possible si l'on fait preuve d'innovation par exemple par le biais des PPP (partenariats publics privés) qui depuis longtemps aurait permis de réaliser la fameuse RN 88 entre le Tarn et l'Aveyron. Elle posait la question de l'engagement de la Région et du Département de la Haute-Garonne sur le grand contournement autoroutier qui donnerait un chantier important aux travaux publics de ce département et de la région et permettrait de résoudre les embouteillages de plus en plus importants au-

tour de la métropole toulousaine.

Un débat de techniciens s'engageait également sur le problème des financements croisés et la notion de chef de file pour conduire ces chantiers. Il faut reconnaître que l'enchevêtrement des collectivités et des compétences rend la mise en oeuvre des projets difficiles. C'est un des sujets qui va être en débat dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales au Parlement.

Monsieur le Préfet de Région concluait en rappelant que nous formons une seule nation et qu'il n'existe pas deux planètes différentes, celle des collectivités d'une part qui ignoreraient la crise et souhaiteraient être toujours garanties et celle de l'Etat qui fait des efforts de maîtrise de ses dépenses publiques absolument nécessaires. Il rappelait également que pour autant il ne fallait pas perdre espoir puisque l'Etat s'était fortement engagé pour poursuivre des investissements d'avenir qui vont directement impacter les travaux publics de Midi-Pyrénées tels :

• dans le cadre du plan PDMI, ce sont 780 M d'euros en 6 mois qui ont été dépensés

• dans le cadre du Campus Cancer, ce sont 300 M d'euros qui ont été engagés par l'Etat dans le cadre du plan Campus, ce sont 500 M d'euros d'Etat qui ont été annoncés par Valérie Pécresse sans parler des investissements lourds pour la poursuite de la réalisation de la ligne LGV

Enfin, il est notable de constater que l'ensemble des élus présents de gauche de droite ont souligné la nécessité et l'efficacité de ce plan de relance qui manifestement a enrayé les effets dévastateurs de cette crise économique mondiale.

On peut simplement constater que certains élus sont plus moteurs que d'autres pour le mettre en oeuvre.